



Le communisme

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Paraît le

Mardi

Jeudi

Samedi

Daladier à la Chambre, Jouhaux à " l'Accueil Français "

DEUX DISCOURS, LE MÊME BUT



Deux caïds de la III^e République ont parlé mercredi : Jouhaux, dirigeant de la C.G.T., le traître de 1914, le traître des grèves de 1920, serviteur chevronné de l'impérialisme

français qui l'a récompensé d'une place au Conseil de la Banque de France. Et le vrai chef du pouvoir, Daladier, de qui dépendent, en fin de compte, toutes les décisions importantes des autres ministères, Daladier à qui la bourgeoisie ne garde pas rancune de la fusillade du 6 février, car elle sait qu'il fera mieux contre les ouvriers.

**

Jouhaux, à « l'Accueil français », a lavé la C.G.T. de la responsabilité de la grève de juin 1936 « le mouvement est né spontanément de l'initiative des ouvriers ». La seule responsabilité de la C.G.T., c'est d'avoir freiné les travailleurs : « si nous avions voulu, à ce moment, profiter de l'impulsion de ces masses, rien ne nous aurait été plus facile ».

Les conseils de Jouhaux aux travailleurs sont d'un tout autre ordre :

« Nous sommes prêts à envisager toute mesure conçue en vue de l'intérêt national », ajouta-t-il à ses auditeurs. La veille, il avait été plus explicite auprès d'une délégation des mineurs :

« Jouhaux leur déclara que les 31 heures nouvelles étant écartées, il fallait accomplir les 62 heures légales, inscrites dans le décret de 1936 sur l'application des 40 heures ; que c'était là un engagement moral que la classe ouvrière minière ne pouvait trahir ; que, de plus, c'était l'avis de tout le bureau confédéral, ainsi que celui de la commission administrative de la C.G.T., qui s'est occupée récemment de la question.

Il ajouta que l'opinion publique ne comprendrait pas le refus des mineurs de faire cet effort, conforme à la loi et nécessaire au pays. »

Des efforts nécessaires au pays, ce sont les mêmes termes qu'employa Daladier devant les commissions de l'armée, de la marine et de l'air à la Chambre. Ces efforts, ce sont des charges nouvelles et « des aménagements permettant des dérogations de la semaine de 40 heures ». Dans son exposé, Daladier a dénoncé les 40.000 ouvriers de l'industrie aéronautique qui ne veulent pas faire plus de 40 heures, ces 40.000 travailleurs qu'on voudrait bien « décentraliser » pour mieux les exploiter.



L'assassin des travailleurs parisiens du 9 février 1934 déposera-t-il des fleurs à la République ?

Jouhaux est approuvé par tout le Bureau confédéral et la commission administrative de la C.G.T., c'est-à-dire aussi par les communistes Frachon, Racamond, Croizat et Cie. Daladier a les votes de confiance des socialistes et des communistes aussi bien que de la droite.

Deux discours, le même but, cette préparation à la guerre que Thorez, à Arles, appela du nom pompeux de la « mission historique de la France ». Pour cette préparation à la guerre, les milliards sont votés sans difficultés, les heures supplémentaires sont acceptées sans discussion.

Pour intensifier cette préparation, les dirigeants du Front populaire se livrent

à une émulation sans pareille. Les boniments sur la vie meilleure des travailleurs ne sont dépassés que par ceux qui présentent Krupp et les généraux allemands limogés comme les derniers remparts de la paix ; et comme ceux qui demain présenteront le roi Carol de Roumanie touché par la cavalerie de St-Georges comme un champion de la démocratie...

**

Ils n'ont qu'un seul but : faire marcher les ouvriers dans la guerre. Pour cela, ils ont besoin de leur résignation, de leur avachissement. Il faut, en France la paix sociale, disent-ils, pour qu'Hitler se tienne tranquille. Mensonge criminel ! La paix sociale est la condition nécessaire de la guerre impérialiste. Seule la guerre civile fera reculer la menace de guerre, car elle seule affaiblit nos exploiteurs.

C'est parce que nous préconisons la méfiance du prolétariat envers la « paix sociale », c'est parce que nous préparons, autour du drapeau de la IV^e Internationale, les cadres qui résistent au torrent chauvin, parce que nous appelons les travailleurs à résister avec acharnement à l'offensive capitaliste, à constituer à cet effet leurs SOVIETS (Conseils d'entreprises), à s'orienter vers la conquête révolutionnaire du pouvoir, c'est parce que nous sommes les obstacles à « l'unanimité nationale » qu'ils sont unanimes, de Kérillis à Duclos et de Reynaud à Thorez, à nous calomnier et à nous poursuivre.

Ils préparent uniquement leur guerre. Préparons leur défaite.

As-tu lu

Le Jeune Bolchevick ?

Le roi d'Angleterre reçu à Paris comme en 1914 à la veille de la guerre

GEOERGE VI va venir à Paris !
Toute la presse est en liesse :
cette visite constitue un évé-
nement capital, il faut nous ré-
jouir... etc., etc...

Nous ne pensons pas qu'il y ait telle-
ment lieu de jubiler. Nous nous rappé-
lons d'un certain voyage de Poincaré en
Russie fin juillet 1914, lequel fut suivi
du voyage... dans l'autre monde de 10
millions d'hommes ! Il pourrait bien,
cette fois, en être de même. En fait,
cette auguste « visite » fait partie de
l'attirail diplomatique de l'impérialisme
anglais. Il s'agit de lier plus encore le
capitalisme français à la Cité. Cela
n'empêchera pas les conversations de
se poursuivre également activement
avec Berlin, Rome, Washington, etc...
Le but pour Londres est simple : ga-
gner du temps, louvoyer, pendant qu'à
prix d'or poussent comme champi-
gnons : cuirassés, avions et tanks ultra-
modernes.

Qu'on ne s'y trompe pas, l'Angleterre
pourrait être contrainte de faire aux
impérialismes rivaux telle ou telle con-
cession mais elle sait qu'en fin de
compte il faudra faire parler les gros
canons et elle s'y prépare ; l'échiquier
est immense, le jeu semble quelquefois
difficile à suivre, le bourrage de crâne
de la presse pourrie complique encore
les apparences, le fonds demeure clair
pourtant : maintenir les rapines, les dé-
fendre, tel est l'objectif. Non, ce n'est
pas avec « joie » ni dans la « paix so-
ciale » que le peuple de Paris devrait
recevoir le représentant de la « grande
Démocratie » britannique, l'empereur
des Indes qui tient dans la plus misé-
rable servitude 400 millions de « sujets »
coloniaux au profit du Shylock anglais.

3 FOIS PAR SEMAINE

Notre tâche consiste à participer aux
luttons, à soumettre notre opinion à nos
frères de classe, à leur permettre de
faire le choix de leurs moyens de libé-
ration, de leur programme, et ainsi, peu
à peu, à bâtir le Parti.

C'est pourquoi la Commune s'oriente
vers une parution quotidienne à travers
une expérience d'un mois de parution
tri-hebdomadaire, sous les formes
adaptées à nos forces. En resserrant nos
liens d'organisation avec nos nom-
breux sympathisants, la Commune de
tous les deux jours doit devenir la Com-
mune quotidienne d'un format plus
grand.

Cela dépend de nos militants, de nos
amis, il faut diffuser régulièrement et
largement le journal, dans les entrepri-
ses, dans les maisons, dans les bourgs,
dans les casernes.

CHEZ LES METALLOS DU NORD

Depuis de nombreuses semaines, les Métallos du Nord sont alertés par la question des augmentations de salaires. Cette augmentation absolument justifiée est attendue par les prolétaires avec impatience, en raison de l'augmentation du coût de la vie, et des salaires relativement bas. Un peu partout, des réunions de métallos eurent lieu, et peu à peu tout le département fut en branle.

À la suite des réunions d'usines, l'ensemble des métallos se mit d'accord pour réclamer 0 fr. 80 d'augmentation sur tous les salaires, avec réajustement de tous les salaires sur la base de ceux de la région de Valenciennes qui sont les plus élevés de tout le département.

Un congrès réunissant tous les responsables des syndicats métallurgistes fut convoqué en vue de préparer l'action pour battre le patronat. L'unanimité se fit pour lancer l'ordre de grève si les métallos n'avaient complète satisfaction.

Les patrons, comme à l'habitude, commencèrent à se poser en victimes, les prétentions des ouvriers étaient insensées, ils étaient absolument contre toute nouvelle augmentation de salaires... Il est vrai que quelques centaines de millions de bénéfices pour l'année 1937 est une question misérable pour eux.

Les pourparlers commencèrent, patrons et ouvriers se réunirent à la Préfecture du Nord où aucun accord ne put se faire, sauf, hélas ! du renvoi à un surarbitre, nommé Suquet, ingénieur des Ponts et Chaussées (certainement encore un qui ne gagne pas 5 fr. 80 de l'heure !).

Pendant de longues semaines, le sort des métallos est entre ses mains. Une manœuvre formidable se trama probablement entre les patrons et le surarbitre, sous le complice de Frossard. Le Suquet rend une sentence pour les Métallos de Roubaix-Tourcoing, dans la même journée où la délégation ouvrière se trouve précisément dans le cabinet de Frossard. CETTE SENTENCE ACCORDE DES AUGMENTATIONS DE 0 fr. 15 à 0 fr. 40 de l'heure.

Dès qu'elle fut connue, elle provoqua un grand mouvement de mécontentement chez les ouvriers. Il y eut probablement aussi une seconde manœuvre des patrons pour tâter le pouls des prolétaires ; cette sentence parut dans l'« Echo du Nord » sans commentaires et semblait intéresser tous les métallos du Nord, et non uniquement ceux de la région de Roubaix.

Revenons au congrès des Métallos tenu à Lille, où un accord unanime se fit sur le principe de la grève s'il n'y avait pas satisfaction complète. Or une décision très grave vient d'être prise par les Métallos de Roubaix qui, dans une assemblée générale groupant les ouvriers de Roubaix-Tourcoing-Lannoy-Croix-Wasquehal, ont accepté la sentence de Suquet.

(Notons en passant que la même décision avait déjà été prise par les « Frères chrétiens » dans un long ordre du jour qui fut voté après une réunion très agitée.

Ainsi vient d'être porté un coup assez rude à la résolution du congrès de Lille. Ainsi, alors qu'un peu partout des réunions se tiennent, ratifiant cette décision, une région accepte. Nul doute que cette acceptation va créer un gros handicap au reste du département. Une fois de plus il est démontré que l'arbitrage, fabriqué de toutes pièces par les responsables du F.P. ne peut que nuire aux travailleurs.

De toutes façons, il faut que les métallos se préparent à la lutte malgré le geste de Roubaix, car accepter une telle sentence serait une défaite to-

LE renouvellement du contrat collectif donne du fil à retordre aux délégués de la commission du travail. Le projet bâtarde qu'elle vient de sortir est un modèle d'imprécision et de trahison des intérêts des travailleurs.

Le texte gouvernemental tendait à démembrer complètement tout mouvement dans les usines en éternisant lamentablement le conflit et laissant, pratiquement, les mains libres aux patrons dans tous les conflits.

Le délégué stalinien se vante à grands cris d'avoir mené la bataille pour faire améliorer ce texte. Malheureusement, malgré « sa victoire », nous arrivons aux résultats suivants :

Quant un conflit éclatera dans une boîte sur la convention collective, et que le ministre du travail en aura été avisé, l'accord devra être réalisé dans le délai d'un mois.

Si, au bout d'un mois, l'accord n'est pas

fait, des « dispositions générales » (?) seront appliquées aux deux parties élaborées « pour chaque catégorie professionnelle, par des règlements d'administration publique pris après consultation des organisations patronales et ouvrières les plus représentatives, et du Conseil national économique ».

L'élaboration de ces « dispositions générales » demandera quinze jours.

Elles seront applicables pendant un mois.

Si, au bout de ces deux mois et demi d'attente et de marchandages, le différent n'est pas tranché, un arbitre sera obligatoirement désigné pour liquider la question.

Tant que durera la discussion (au ministère du Travail, chez les préfets, entre les délégués et l'administration de la boîte), les ouvriers continueront le travail, cela va sans dire. Aucun dommage ne sera porté au bon fonctionnement de la maison (commandes

LE COIN DU

tale pour eux. Ils doivent exiger d'abord les 80 centimes et le réajustement sur la base de Valenciennes, car il est intolérable que les salaires varient selon les régions ; ils doivent se dresser de plus en plus contre l'arbitrage obligatoire et, par des votes dans les usines, le condamner et exiger le retour aux méthodes d'action directe, ils doivent démontrer aux dirigeants qu'ils sont las des pleurnicheries dans les couloirs des ministères où tous s'arrangent sur le dos des prolétaires, il faut également combattre cette sorte de lâcheté qui consiste à dire qu'il vaut mieux accepter 0 fr. 40 que de faire grève plusieurs semaines.

Plus que jamais, les métallos doivent démontrer au patronat qu'ils n'ont pas peur de la lutte.

Assez de capitulations devant l'ennemi de classe. Constituons les Conseils d'usines, pour mener la bataille contre le patronat.

(7 février 1938)

P. S. — Les métallos de Vieux-Condé et de plusieurs localités de la région de Valenciennes viennent de voter des ordres du jour pour la grève à outrance.

LES ACTIONNAIRES DES AUTOMOBILES PEUGEOT SONT A PLAINDRE !

En effet, pour l'année 1937, ils n'ont à se mettre sous la dent que 12.787.672 francs, au lieu de 17 millions 699.803 francs en 1936. Mais... dans le même bilan, on trouve 25 millions d'amortissements en 1937, au lieu de 16 en 1936.

On voit que les 40 heures et les congés payés n'empêchent pas les capitalistes de surexploiter les prolétaires.

82.500 FRANCS AUX DEPUTES MAIS PAS D'AUGMENTATION POUR LES CHOMEURS MEME DANS LE FIEF DE THOREZ

Les parlementaires n'ont pas eu peur de faire un trou dans le budget en se votant 82.500 francs par an. Mais, par contre, ils ont refusé, dans le vote du collectif de février, d'augmenter les chômeurs pour ne pas faire un déficit ! Un député communiste a bien fait un discours, mais tout en est resté là.

Dans les municipalités staliniennes, on ne se conduit pas mieux que chez les bourgeois. Deux d'entre elles qui sont dans le fief du « fils du peuple », agissent avec désinvolture envers ceux qui n'ont plus de travail.

A Ivry, il y avait une soupe populaire : elle a été supprimée.

A Vitry, où il y a 3.000 chômeurs, on donne comme l'an dernier des bons de charbon, mais ce bon est resté de 15 francs de charbon, alors que celui-ci a augmenté de 50 %. A Vitry aussi, pour que « la France soit aux Français », on sépare les chômeurs étrangers des autres, et on les paie à un autre moment.



« Le statut moderne du
le torpillage
des conventions coll

DA
LE
LES
Fr
pure
mar
qu
repo

Qu
Par
de
La
leur

l'u
s'o

Le
des
à le
Ne
la g

Da
voq
tête
nièr
nau

nac
rati
Beli

CA
DA

A
ouv
stal
cop
gon

V
lors
les

«
que
c'es
tag
moi
tait

P
n'es
chir
mai
tève

l'ar
neu
que
mar
Mas
pect

livrées e
retien c
toutes ch
tron).

La grè
des ouvri
sément é
d'usine a
sur des
la boîte.
déplacem
ront réal

Le pat
exploitat
lui faire
terminée
rapports

D'autre
Croizat
la durée
tivité ou

DU PROLO

DANS L'ALIMENTATION, LE GOUVERNEMENT SOUTIENT LES PATRONS CONTRE LES GREVISTES

Frossard a fait des propositions qui sont une pure provocation à ceux qui ont plus de six semaines de grève ; la direction syndicale elle-même qui ne brille pas par sa volonté révolutionnaire, les repousse.



Quant aux patrons, ils viennent de faire couvrir Paris d'affiches monstres pour quelques centaines de mille francs au moins.

La C.G.T. et l'Union des Syndicats ont promis leur solidarité ; elles n'ont donné que des mots.

L'UNION DES SYNDICATS DE LA SEINE S'OCCUPE DES TECHNICIENS

Les stalinistes veulent détruire la Fédération des Techniciens dont la direction ne se prête pas à leurs cabrioles.

Nous avons signalé, en son temps, comment ils la grignotaient (aviation, produits chimiques).

Dans la Métallurgie, l'Union des Syndicats convoqua les responsables des usines, par-dessus la tête de la Fédération des Techniciens. Cette dernière dénonce la manœuvre. Aussitôt, Henri Raynaud se fait couvrir par Hénaff et Guiraud et menace. Il ne servira pas aux camarades de la Fédération des Techniciens de regarder du côté des Belin, ce Guiraud qui n'a pas encore vieilli.

CAPITULATION STALINISTE DANS LES PETROLES DE BASSE-SEINE

A la suite du mécontentement de l'ensemble des ouvriers du pétrole de Basse-Seine, les dirigeants stalinistes tentent de se justifier en montrant aux copains une fois de plus seulement qu'ils se défont.

Voyons donc la prose de Legagneux (celui qui lors de la grève des dockers refusait de dénoncer les jaunes de Montvillier) :

« Nos camarades manœuvres doivent comprendre que si cet arbitrage leur est cette fois défavorable, c'est parce qu'ils avaient été précédemment avantagés ». Voyons ce qu'il en est : 23 % en dix-huit mois alors que la vie dans le même temps augmentait de 35 %.

Pour l'affaire Massié, d'autre part, car Massié n'est pas réintégré : « La Fédération des produits chimiques rejette l'arbitrage de M. de Pontève » mais nous savons que cet arbitrage de M. de Pontève admettait déjà le déplacement de Massié. Or, l'arbitrage lui-même n'est pas appliqué. Les meneurs jaunes vont maintenant tenter de « planquer » Massié pendant six mois comme demi-permanent et, dans six mois, en douce, on limogera Massié... en évitant la grève... et ils auront « respecté la loi ».

erne du travail"
pillage
ons collectives



livrées en temps, fabrication habituelle, entretien des machines et du matériel, etc..., toutes choses qui assurent le profit du patron).

La grève, seul moyen de pression puissant des ouvriers contre les patrons étant précieusement écartée, les patrons et directeurs d'usine auront tout loisir pour « discuter » sur des textes, et changer l'atmosphère de la boîte. Que de suppressions d'emplois, de déplacements, de corruptions de délégués seront réalisés ou tentés !

Le patron restant maître absolu dans son exploitation en bonne marche, que peuvent lui faire des « dispositions générales » déterminées par un quelconque préfet pour ses rapports avec son personnel !

D'autre part, malgré le triomphe de M. Croizat qui a ramené à deux mois et demi la durée maximum d'un litige, quelle combativité ouvrière pourrait subsister à toutes

Enfin, le jésuite Legagneux (qui ferait mieux d'ailleurs de publier la trésorerie de l'ancienne Union Unitaire du Havre et du Syndicat des Cheminots) dénonce « les éléments troubles qui appellent les travailleurs à la mise en route des usines par les travailleurs et à leur profit ». Qu'il sache bien que, maintenant comme alors, nous voulons la prise des usines par les travailleurs et le renvoi à sa brochette de Legagneux et la grève pour nos revendications :

- Indemnité de vie chère égale pour tous ;
- Les 40 heures intégralement (au salaire de 48 heures) ;
- Application intégrale du contrat et solution des litiges ;
- Réintégration de Massié et de tous les licenciés, et contrôle, par le Comité, de l'embauche et du débauchage ;
- La préparation immédiate par la liaison des comités de Basse-Seine de la grève jusqu'à la victoire.

UN SCANDALE A MARSEILLE L'AUGMENTATION DES TRAMWAYS !

A partir de mercredi, les billets de tramways vont être sensiblement augmentés et cette mesure frappe surtout les ouvriers de Marseille et de sa banlieue. C'est le cadeau du gouvernement de Front populaire et de la Municipalité S.F.I.O. qui, n'ayant pas le courage de prendre elle-même ces mesures, qu'elle sait nuisibles, se cache derrière l'arrêté du ministre ! Les stalinistes, qui savaient, comme tout le monde, comment cela finira, font aujourd'hui une campagne hypocrite en se gardant bien toutefois de donner un mot d'ordre concret d'action. Ils voudraient que tout finisse en palabres dans le Comité d'Entente entre bureaucrates stalinistes et S.F.I.O., c'est-à-dire entre les responsables de ce scandale et leurs complices !

Le P.C.I. demande aux ouvriers marseillais de refuser de payer l'augmentation ; dans une action collective, le jour de l'augmentation, et tous les jours après, payez votre billet à l'ancien tarif ! Faites marcher les tramways en accord avec nos camarades employés des trams et chassez les flics des trams, car c'est sur les flics que compte Tasso pour faire avaler aux ouvriers les 120 % d'augmentation.

P. S. — A noter que Tasso qui, publiquement, se dit « obligé » d'appliquer les nouveaux tarifs, en « privé », défend fort bien cette augmentation ; plusieurs délégations peuvent en faire le témoignage, par-dessus le marché, ce triste richard S.F.I.O. se fout de la gueule des ouvriers — et ceci devant des délégations !

A POITIERS NOS TRACTS EXCITENT LES REFORMISTES

Le 3 février, alors que deux de nos camarades distribuaient des tracts à l'entrée d'une réunion qui se tenait à la Maison du Peuple, un dénommé Remblier, qui est, paraît-il, chef de rayon dans une boîte de la ville et qui ne possède pas d'autre droit de parler au nom des ouvriers, émit la prétention de faire cesser la distribution. Reçu comme il convient, cet individu s'empressa de faire savoir au bureau qu'on distribuait à la porte des tracts « trotskystes » et, à la fin de la réunion, le réformiste Souchaud fit une charge à fond contre ces provocateurs qui appellent à l'armement du prolétariat, etc... sur l'air bien connu.

Souchaud, qui est grassement entretenu par les cotisations des bons bougres de syndiqués, entend ainsi manifester sa fidélité à ses collègues francs-maçons et à son patron Jouhaux. Mais qu'il se dise bien que cela ne durera que jusqu'au jour où les travailleurs ayant enfin compris le rôle qu'il joue à la Bourse du Travail, le renverront reprendre contact avec l'usine.

ces manœuvres de division, à tous ces textes trompeurs et embrouillés, suivis d'un arbitrage obligatoire rendu par un ennemi de classe.

L'immense duperie de la part de tous nos chefs syndicaux et d'organisations ouvrières au travers de toutes ces manœuvres, c'est de faire croire aux ouvriers qu'un accord peut exister entre le patronat exploiteur et ses ouvriers exploités. C'est de laisser proposer aux travailleurs des arbitres bourgeois véritables chats-fourrés qui n'ont cure des revendications ouvrières.

Les travailleurs ne doivent accorder aucun crédit à toutes ces savantes combinaisons. Ce n'est qu'en construisant leur Soviet d'usine, seul juge et seul maître des intérêts des ouvriers de la boîte qu'ils pourront mener une lutte sérieuse contre leurs exploités.

En avant pour la construction des « Soviets d'usines ».

Chronique syndical

Congrès des fonctionnaires d'hier et d'aujourd'hui

AUJOURD'HUI la Fédération des Fonctionnaires n'est plus la plus forte fédération groupée dans la C.G.T. Mais ses congrès continuent d'occuper une grande place dans la presse bourgeoise.

La Fédération des fonctionnaires ? Elle groupe le personnel enseignant, celui des ministères, des préfectures, des administrations les plus diverses... Jusqu'aux commissaires de police et à la flicaille qui ont, comme vous et moi, leur carte de la C.G.T. Mais, maintenant, il n'y a plus personne dans l'administration de la C.G.T. qui élève de protestation à ce sujet. Ainsi donc, hauts et petits fonctionnaires se trouvent groupés dans la Fédération ; et ce sont les hauts fonctionnaires qui ont la direction effective. M. Charles Laurent pontifie.

Tous les ans, quand vient le Congrès des Fonctionnaires, la grande presse crie au scandale, et inévitablement une ou plusieurs demandes d'interpellation sont déposées : les serviteurs de l'Etat se révoltent ! De quoi s'agit-il ? Au Congrès, il y avait une aile dissertant sur la politique de la France, aile qui était, avant-hier, Cartel des gauches, pacifiste, et franc-maçonnique, qui était hier front populaire pacifiste et franc-maçonnique et qui, maintenant... Maintenant, elle est restée franc-maçonnique comme il se doit. Elle est aussi restée front populaire, puisque le front populaire va jusqu'à Paul Reynaud et Kérislis provisoirement, en attendant de s'étendre jusqu'à Marin et La Rocque. C'est ce que justifia le professeur Rivet sensiblement ainsi : le front populaire des masses, il n'est pas trahi, il se transforme seulement dans les couloirs du Parlement en une sorte de racolage du trottoir, ce n'est pas une raison pour rompre !

Et puis, cette aile politisante des fonctionnaires a laissé choir son pacifisme et son amour pour le désarmement. Des canons, des munitions, des avions, des tanks, voilà ce qu'il lui faut maintenant pour assurer la paix. Elle est prête à faire faire aux petits fonctionnaires tous les sacrifices nécessaires à cet effet.

Vous vouliez faire la révolution pour 20 francs par mois ? s'écria Charles Laurent pour justifier la trahison de la Fédération et du Front populaire à l'égard des exploités des administrations.

Il n'y eut personne pour lui demander : Mais pour combien par jour nous enverras-tu nous faire trouser la peau ? Et c'est ainsi que la presse bourgeoise, pour la première fois, parle d'une « leur de sagesse » chez les fonctionnaires et que le gouvernement ne sera pas interpellé.

**ILS ONT TRAHI LES OUVRIERS
DE GOODRICH**
Achetez-nous la brochure : 0 fr. 40

FASCISME, DEMOCRATIE et TRAHISONS EN ESPAGNE

DANS les milieux ouvriers de France, il existe la plus grande confusion sur la véritable situation actuelle de l'Espagne « gouvernementale ». Les intérêts de chacun et de chaque parti « ouvrier » masquent la réalité de cette situation, pour présenter celle-ci sous des aspects différents, allant de l'optimisme contre-révolutionnaire bourgeois, petit-bourgeois-social-stalinien du « ils ne passeront pas », au grotesque de la position prise par la C.N.T. - F.A.I. parlant encore des conquêtes de la révolution... et de la construction d'on ne sait quoi... en passant par le ridicule opportunisme de ceux qui se sont enfuis à la première alarme, en se faisant passer maintenant pour les prophètes de l'émigration...

Perspective exacte

Entre ces trois « positions » et le prolétariat révolutionnaire d'Espagne, il faut tirer un trait net. Les ouvriers de l'Espagne « républicaine » savent parfaitement que, pour l'instant, la partie est perdue pour eux... et ceux d'entre eux qui s'étaient forgés des illusions sur la « politique » de l'« antifascisme », adoptée par toutes les organisations et partis ouvriers, ont perdu tout espoir de ce côté. Une nouvelle perspective s'ouvre devant le prolétariat révolutionnaire. La « victoire » des armes républicaines est le plus grand mensonge que les partis « révolutionnaires » ont raconté à la classe ouvrière, à partir du moment de la dissolution des milices antifascistes.

Armée républicaine et contre - révolutionnaire

A l'Armée, des généraux félons de Franco, aidés par le fascisme italo-allemand, les gouvernements, d'abord de coalition, ensuite de contre-révolution, ont opposé, sous prétexte du commandement unique et de la discipline, un organisme réactionnaire-militariste d'un nouveau genre : l'Armée de la démocratie bourgeoise du Front populaire.

Si l'on tient compte de ce que cette Armée est, non pas comme l'affirme la Jeunesse du P.O.U.M., l'armée des jeunes travailleurs, mais l'Armée contre les jeunes travailleurs et la classe ouvrière d'Espagne en général, et un pantin entre les mains de l'impérialisme franco-anglais et du thermidor russe, qui préfèrent cent fois le fascisme à la révolution prolétarienne, on comprend aisément que l'Armée populaire de la bourgeoisie républicaine espagnole est absolument incapable

NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 18 à 20 heures.
36, rue du Château-d'Eau, 36

LA COMMUNE est en vente aux mêmes endroits, chaque deux jours, qu'elle l'était chaque semaine. Vérifiez sa mise en montre et sa diffusion dans les kiosques.

Les groupes la trouveront à 19 heures au siège chaque lundi, chaque mercredi, et chaque vendredi. Les abonnés recevront tous les deux jours leur journal.

Autour de toi, dans chaque boîte, diffuse-le. Fais-le passer dans les restaurants ouvriers !

d'arrêter les hordes de Franco. Toutes les concessions, quelles qu'elles soient, faites par les organisations et partis « révolutionnaires » sur les possibilités de victoire de cette armée ne peuvent s'appeler que par leur nom : trahisons.

Fascistes et anti-fascistes étrangleurs de la révolution prolétarienne.

D'un côté, il y a le fascisme qui sait ce qu'il veut et où il va, écrasant le prolétariat révolutionnaire par les moyens les plus sanguinaires, et de l'autre la coalition démocratique « antifasciste » du front populaire qui a laissé s'organiser le coup militaire-fasciste du 19 juillet, qui a étranglé dans le sang la révolution prolétarienne, qui a provoqué la classe ouvrière pendant les journées de mai, pour s'efforcer de maintenir les contradictions actuelles dans le cadre de la république démocratique bourgeoise, et qui, à défaut d'un compromis honteux que Franco n'acceptera pas, sûr de s'imposer par la force... ne voit son salut que dans un conflit mondial.

L'Armée populaire qui est entrée dans la danse contre-révolutionnaire par une sauvage lutte armée, presque des « expéditions punitives » contre les milices ouvrières du P.O.U.M. et même de la C.N.T., n'est pas l'armée qui pourra vaincre le fascisme. Son état-major et ses cadres d'officiers supérieurs : Miaja, Rojo, Pozas, Burillo, etc... ont prouvé qu'ils ne sont que des agents exécuteurs de la contre-révolution, et qu'à la première occasion ils passeront à Franco, comme sont passés leurs amis Asensio, Villalba, Cabrera, etc...

Les ouvriers espagnols ont compris ceci, malgré le bourrage de crânes des directions des partis et malgré le risque de se voir appelé « incontrolado » et de « la quinta columna », ils organisent la lutte pour la construction d'un gouvernement des ouvriers et des paysans. Cette lutte ne revêt pas les proportions qu'il faudrait par le manque d'un parti révolutionnaire et par la désorganisation complète créée par l'idéologie anarchiste, réformiste de Caballero et centriste du P.O.U.M. Cependant cette lutte existe bel et bien. Chaque ouvrier sait que la guerre qui se déroule actuellement n'est plus la sienne, et sans être conduit dans cette voie, il comprend qu'il doit la combattre. En cela consiste l'orientation de classe contre classe du prolétariat d'Espagne, de lutte contre l'union sacrée, et pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, en révolution communiste.

Téruel

Si la « victoire » de Teruel a apporté un regain d'enthousiasme parmi la classe ouvrière, elle a été en même temps un prétexte pour le gouvernement Négrin-Prieto pour renforcer sa répression contre le prolétariat révolutionnaire au nom de « la victoire totale » contre le fascisme, et cette « victoire », dirigée par les états-majors franco-anglais-russe, a surtout démontré que l'Espagne est devenue une « grosse affaire » des marchands de canons et de la finance internationale, en même temps qu'un champ d'épreuves du matériel de guerre et des plans des états-majors du capitalisme mondial, dans la préparation de la guerre.

Avec Teruel, les grandes démocraties de France, d'Angleterre, et la démocratie russe, « la plus démocratique du monde », ont tâché de donner un peu de prestige au gouvernement du Front populaire et à son Armée qui, jusque-là, n'avait à son avoir que les défaites du Nord, des Asturies, etc...

Dans une certaine mesure, cette « victoire », exaltée particulièrement par la C.N.T.-F.A.I. « anti-militaristes », a contribué à faire accepter à la classe ouvrière, sans trop d'opposition de sa part, toutes les lâches provocations du gouvernement Négrin, en ce qui concerne le ravitaillement et les bombardements de l'arrière. « Sacrifices pour la guerre », tel est le mot d'ordre central des dirigeants anarchistes, pour lier pieds et poings la classe ouvrière aux intérêts de l'impérialisme.

(A suivre.)

CONVOCAZIONE

AUX GROUPES DU P.C.I.

Faites connaître aux responsables de l'administration combien de numéros du « Jeune Bolchevik » ils doivent vous faire parvenir à nouveau.

COMITE CENTRAL DU P.C.I.

Samedi, à 14 h. 30 précises
Lieu habituel (Sports)
Présence indispensable.

Vitry. — Permanence : Tous les dimanches, au 34, rue de la Barre.

GRENOBLE

PERMANENCE : Les 1^{er} et 3^e mercredis de chaque mois, de 20 heures à 22 heures : Hôtel des Artistes, 4, rue Bressieux.

MARSEILLE

La Permanence du P.C.I. à Marseille aura désormais lieu :

Tous les lundis, à partir de 18 h. 30,
au « BAR BYRRH »,
56, rue d'Aubagne.

LYON

Permanence : tous les samedis, de 17 h. 30 à 19 heures, café « A ma Vigne », 7, rue Sainte-Catherine, LYON (1^{er}).

« LA VERITE »

Revue Mensuelle du P.C.I.

est en vente dans tous les kiosques.

120 pages N° 1 6 francs

Abonnement à « LA COMMUNE » :

Un an 30 fr.

6 mois 15 fr.

3 mois 8 fr.

Compte Chèque postal :

BRAUSCH 1773-07 Paris

Journal composé et tiré par des ouvriers syndiqués.
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »
Le Gérant : A. BASTIDE.